



Après le 1er mai 2013

Unir et rassembler pour changer de cap contre les politiques d'austérité

Ce jour, les salariés se sont mobilisés massivement à travers le monde à l'occasion de la journée internationale du travail du 1er mai 2013. La CGT salue toutes celles et ceux qui y ont participé dans un contexte économique, social, politique et de paix des plus incertains

En France, dans des configurations unitaires différentes, 286 manifestations et rassemblements unitaires, auxquels participait la CGT, ont été organisés. Face à une situation économique et sociale qui continue de s'aggraver sous les effets des politiques d'austérité poursuivies aveuglément en France et en Europe, près de 160 000 manifestants sont venus mettre les « pieds dans le plat ».

Les politiques d'austérité conduites à travers l'Europe ont des conséquences dramatiques pour les salariés, les retraités, les privés d'emploi.

Le chômage explose pour dépasser les 12% dans l'union européenne. L'emploi précaire devient la règle. Le pouvoir d'achat s'effrite. Les salaires et pensions de retraite sont attaqués. Pire, en Espagne, la déflation des salaires apparaît. Les droits sociaux sont lacérés. Dans certains pays, les jeunes, premières victimes de ce désastre social, n'entrevoient leur avenir que dans l'émigration...

La crise s'aggrave ! La France, après d'autres pays, est poussée dans la récession. Et la finance et le patronat en demandent toujours plus.

Il y a un an, les françaises et les français votaient pour changer de Président de la République. Ils affirmaient ainsi le besoin d'une rupture avec la politique économique et sociale menée par le Gouvernement Sarkozy.

Un an après, ils refusent de se voir kidnapper leurs espoirs, de voir leur emploi, leur pouvoir d'achat, leur protection sociale, leurs conditions sociales, de travail, leurs services publics et la démocratie sacrifiés pour satisfaire encore et toujours le capital.

Il est temps que les décideurs politiques s'appliquent enfin le fameux « principe de réalité » : Il n'y a pas d'issue à la crise dans l'austérité.

C'est ce que disent et portent depuis des mois les travailleurs grecs, espagnols, portugais, italiens, britanniques, français... qui contestent les logiques d'austérité.

D'ailleurs, de plus en plus de voix s'élèvent, tant dans les sphères politiques qu'économiques, en France, en Europe et dans le monde pour dénoncer l'inadéquation des politiques d'austérité menées dans tous les pays d'Europe avec l'impérieuse nécessité de sortir de cette crise.

Nos mobilisations, les débats que nous menons chaque jour pour faire reconnaître que le travail et sa rémunération, est un enjeu central pour sortir de la crise, trouvent de plus en plus d'écho. Cela conforte chaque jour un peu plus la conviction qu'une autre politique est possible et indispensable.

En refusant une proposition de loi d'amnistie pour les syndicalistes la semaine dernière, le Gouvernement cherche à étouffer cette montée de la contestation, à diaboliser aux yeux de la population ceux qui osent

revendiquer autre chose que la destruction de leurs droits pour aller encore plus loin dans l'austérité dans les mois qui viennent (retraites, prestations familiales, santé, services publics...).

La CGT ne laissera pas le champ libre à tous ceux qui prônent la poursuite de la dégradation de la situation économique et sociale comme l'issue indiscutable à la crise.

Il faut sans attendre activer les leviers indispensables à la croissance en relançant les investissements des entreprises et des collectivités publiques et la consommation des ménages par l'amélioration du pouvoir d'achat des salaires et pensions et l'emploi...

En France, en Europe et dans le monde, il est urgent de faire entendre encore plus fort la voix des salariés, nous unir, nous rassembler pour « changer de cap contre les politiques d'austérité », comme l'a décidé la Confédération européenne des syndicats en appelant à une semaine d'action dans tous les pays du 7 au 14 juin 2013.

A l'appui de ce 1er mai 2013, la CGT continuera à informer, débattre avec les salariés, les populations, à ancrer les revendications, à renforcer le syndicalisme unitaire, solidaire et rassembleur de conquêtes sociales et à multiplier les initiatives revendicatives sur les territoires, dans les entreprises, les professions pour faire entendre les revendications des salariés et gagner une autre répartition des richesses.

D'ores et déjà, la Commission exécutive confédérale de la CGT appelle les salariés à participer massivement au rassemblement devant l'Assemblée Nationale le 16 mai 2013 à partir de 12h pour soutenir la proposition de loi d'amnistie des syndicalistes.